

# **LA SCIENCE DES RICHESSES, Essai sur la construction de la pensée économique**

**de Jacques Mistral**

Éditions Gallimard (Bibliothèque des sciences humaines)

Fin janvier 2019

« Expérience faite, le néolibéralisme aboutit au XXI<sup>e</sup> siècle à un immense paradoxe à la fois historique, intellectuel et moral, car le grand retournement auquel il a procédé aboutit au rejet d'une mondialisation qui a pris les peuples comme dans un étau. (...) Nombre de causes circonstancielles sont propres à chaque nation, mais la concordance que l'on observe exprime un large rejet de la trajectoire suivie depuis un quart de siècle. Il est à vrai dire facile de jauger ce que nous avons perdu. Il y a seulement quelques décennies, l'idée que l'on put en entrant sur le marché du travail choisir sa voie pour des motifs principalement pécuniaires provoquait la surprise de même que la posture suivant laquelle le devoir des gouvernements pourrait être d'encourager et de faciliter de tels comportements. Depuis, la politique néolibérale a mis fin à la croissance inclusive d'après-guerre, elle a tourné le dos à l'idée que la société puisse se donner pour objectif de procurer au plus grand nombre des garanties de sécurité et d'équité, il n'y eut plus d'autres projets collectifs que la poursuite de l'intérêt matériel et les trois décennies qui nous séparent de la chute du mur de Berlin ont été gaspillées au nom de la cupidité. Échoués sur la rive du XXI<sup>e</sup> siècle, nous en recevons en tout cas en héritage, comme le résumé Keynes en 1936, le chômage de masse et des inégalités injustifiables, une économie hostile et une démocratie dysfonctionnelle.

Selon un diagnostic largement partagé, les fondements du vivre-ensemble sont aujourd'hui fissurés, la sécession des riches ayant pour effet de restaurer une nouvelle division en classes parfois présentée comme opposant les sédentaires et les nomades déterritorialisés. Mais le malaise contemporain n'a en réalité rien de cyclique ni de circonstanciel, il a des racines dont on ne peut comprendre les prolongements contemporains qu'en remontant une longue histoire qui éclaire les trois défis auxquels fait à nouveau face le XXI<sup>e</sup> siècle. La dynamique capitaliste, d'abord, est largement suspectée parce qu'elle place la direction du processus économique, c'est-à-dire la recherche de l'efficacité, dans les mains de la "bourgeoisie" ou, dira-t-on plutôt aujourd'hui, des "élites" qu'il est facile d'accuser de poursuivre leurs intérêts propres ; puisque les conditions de vie dépendent en premier lieu des conditions de production, et de leur transformation permanente, la première exigence consiste à organiser cette dynamique selon une définition partagée de l'intérêt général et à mettre l'économie, marchande ou administrée, à son service. Les succès du capitalisme, ensuite, sont indéniables si l'on se borne aux conditions matérielles d'existence, mais équivoques dès que l'on examine la distribution des richesses dans un contexte où les inégalités de situation sont devenues intolérables parce que dépourvues de rapport avec ce que chacun apporte à la société ; une seconde thématique fondamentale consiste à établir une relation intelligible et légitime entre la formation des revenus et la contribution au bien commun. L'avenir enfin n'est plus porteur que de promesses évanescentes lorsque la contrepartie des efforts acceptés aujourd'hui est renvoyée à un futur indéterminé rendu encore plus vague par un climat d'incertitude aux effets paralysants ; le troisième défi consiste à construire un horizon d'attentes collectif qui donne sens à la trajectoire sur laquelle se trouvent la société et les individus qui la composent. Ces questions ne sont manifestement pas dans les mains des seuls économistes pas plus que des responsables politiques, elle se situe au cœur même du fonctionnement démocratique, elles forment, plus précisément, l'intersection des sphères économique et politique dans la disjonction est le problème politico-économique caractéristique de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

(...) Nos sociétés, dotées de ressources sans précédent dans l'histoire, sont loin d'être désarmées face aux défis qui les assaillent ; mais elles sont tétanisées par l'incohérence manifeste de ce que pourrait accomplir l'économie et de ce que voudrait réaliser la politique ; ce divorce consommé au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle est la principale raison qui rend la société incapable d'utiliser son capital d'expériences techniques et sociales pour dégager l'horizon et former un projet porteur d'espoirs individuels et de progrès collectifs. Les défis de notre époque enjoignent à la discipline économique et à la pensée politique de surmonter leur divorce ».